

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 29 avril 2021  
Régulièrement convoqué le 22 avril 2021

Le 29 avril 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## **1.00 - CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE GESTIONNAIRE DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ À TEMPS COMPLET**

**Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel :
  - sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.

Compte tenu de la nécessité de doter le Centre Municipal de Santé d'un gestionnaire, qui aura notamment pour missions :

- La gestion managériale : management d'une équipe de 6 personnes, anticipation des besoins du centre et participation au recrutement de vacataires, remplaçants et à l'intégration de nouveaux collaborateurs ;

- La gestion administrative : conservation et développement du lien avec les institutions et financeurs (CPAM, ARS), suivi et initiation des subventions, rédaction des actes administratifs (délibération, décision), évaluation et reporting de l'activité du centre, mise à jour annuelle du projet de santé ;
- La gestion financière : gestion du pilotage financier selon les objectifs de performances économiques fixés, préparation des budgets et anticipation des besoins du CMS, participation à la réalisation et au suivi de marchés publics, gestion et suivi des bons de commande et des factures ;
- La gestion partenariale : mise en place des actions de prévention et de promotion en partenariat avec les acteurs locaux (associations, structures, établissements), création d'un réseau avec ces acteurs, qu'ils soient du milieu sanitaire, médico-social ou social.

Le candidat retenu devra justifier d'un Master en pilotage des politiques de santé, management en établissement de santé ou d'une expérience conséquente en gestion de structure. Il devra connaître le système de santé et le premier recours et maîtriser les techniques de suivi et d'évaluation des politiques de santé.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 3-3 et 34,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatifs aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la Fonction Publique Territoriales ouverts aux agents contractuels,

Vu la délibération n° 1.07 du Conseil municipal du 21 décembre 2020 portant adoption du Budget général de la ville de Montélimar,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la création d'un emploi permanent de gestionnaire du Centre Municipal de Santé, à temps complet, à compter du 15 juin 2021,

À ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé paramédicaux, au grade de cadre territorial supérieur de santé, relevant de la catégorie hiérarchique A.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

- **D'APPROUVER** qu'en cas de recherche infructueuse de candidats (mutataires (mutation ou détachement), cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un public dans les conditions de l'article 3-3 (2°) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pour les emplois de catégorie A, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie A, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement (cadre territorial supérieur de santé).

- **DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget général, chapitre 012,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 30 avril 2021

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN

